



Montréal, le 26 septembre 2018

Quebec Community Groups Network
Monsieur Geoffrey Chambers, président
president@qcg.ca

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre lettre du 18 septembre dernier, adressée à notre co-porte-parole Manon Massé. Merci de nous donner l'occasion de préciser nos orientations concernant les préoccupations de la communauté anglophone du Québec.

Un Secrétariat aux relations avec les Québécoises et les Québécois d'expression anglaise

Hier soir, vous et les autres chefs de partis qui ont participé au débat, ont promis de maintenir le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise. Bien que nous accueillons cet engagement verbal, nous réclamons une action pour le soutenir. Plus spécifiquement, acceptez-vous de maintenir un ministre responsable des relations avec les Québécoises et les Québécois d'expression anglaise en poste, tout en promettant de faire du Secrétariat une entité gouvernementale permanente en modifiant la loi sur le ministère du Conseil exécutif?

Québec solidaire ne s'est jamais prononcé sur ce point.

L'accès aux services en anglais

Les Québécoises et les Québécois d'expression anglaise placent l'accès aux services gouvernementaux offerts en anglais au premier rang de leurs préoccupations. En tant que Québécoises et Québécois, nous comprenons et appuyons la Charte de la langue française. Cependant, la Charte n'a jamais eu comme objectif de servir d'obstacle à fournir des services, particulièrement les services en lien avec la santé et les services sociaux, l'éducation et la justice. Si vous êtes élu, appuierez-vous l'accès garanti aux services de santé et aux services sociaux et aux autres programmes gouvernementaux en anglais? De plus, garantirez-vous que l'information au sujet de tout programme gouvernemental soit disponible, au besoin, en anglais?

Québec solidaire ne s'est jamais prononcé sur ces deux questions précises. Voici toutefois ses engagements en matière linguistique :

- réviser la *Charte de la langue française* (loi 101) pour lui redonner toute sa portée d'origine et pour maintenir la langue française comme langue publique d'échange;
- interdire que l'on exige la connaissance de l'anglais à l'embauche, à moins qu'il ne soit démontré qu'elle est indispensable dans le cadre de l'emploi recherché;

- faire de l'école un lieu privilégié d'apprentissage du français tout en assurant une bonne connaissance de l'anglais;
- s'assurer de la maîtrise du français et d'une bonne connaissance de la culture francophone québécoise par tous les élèves inscrits dans les cégeps, que ceux-ci soient francophones ou anglophones;
- faire du français la langue de travail
- j ajouter au chapitre des droits linguistiques de la *Charte de la langue française* le droit, pour quiconque réside au Québec, de recevoir le soutien des pouvoirs publics pour acquérir du français (langue nationale et officielle) une connaissance (orale et écrite) appropriée à l'exercice de ses devoirs civiques et de ses obligations professionnelles.

Éducation

Les commissions scolaires élues de langue anglaise sont des piliers essentiels de la démocratie locale, ainsi que les outils les plus efficaces à travers lesquels les parents d'expression anglaise peuvent guider et surveiller le processus d'apprentissage de leurs enfants. Est-ce que vous vous engagez, de concert avec votre caucus, à protéger les droits constitutionnels de la minorité linguistique à gérer et à contrôler ses écoles par le biais des commissions scolaires élues?

Cette question est abordée de trois façons dans les orientations de Québec solidaire :

Droits de la minorité anglophone

Les anglophones ont participé depuis longtemps à l'histoire du Québec. Québec solidaire reconnaît qu'ils représentent une minorité importante faisant partie intégrante de la nation québécoise et partageant son destin politique.

À travers le temps, cette minorité a fondé des institutions (entre autres dans les domaines de la santé et de l'éducation) et a acquis des droits spécifiques. Québec solidaire reconnaît la légitimité de ces droits et de ces institutions.

Démocratie dans la société

La démocratie, ça n'est pas seulement pouvoir voter. C'est pouvoir participer aux discussions et aux décisions sur les divers sujets qui nous concernent. C'est pourquoi Québec solidaire :

a) établira ou consolidera dans tout l'appareil d'État, mais d'abord dans les services de première ligne en santé et en éducation :

- des mécanismes d'organisation participative et collégiale du travail,
- des mécanismes de démocratie participative pour déterminer les priorités locales ou régionales et les ressources à leur consacrer;

b) fera ces transformations à un rythme respectant le personnel touché, avec sa collaboration, dans la pleine reconnaissance de son expertise.

Maintien des commissions scolaires partout au Québec

Partant de son parti pris pour la gestion démocratique, Québec solidaire croit qu'une réforme de la démocratie scolaire est nécessaire, mais pas au détriment de la participation citoyenne : « Les commissions scolaires du Québec, dans leur forme actuelle, traversent une crise de légitimité. La société québécoise doit trouver des solutions audacieuses au faible taux de participation aux élections scolaires, tout en donnant la place qui leur revient aux parents et au personnel des établissements ».¹

¹ <https://quebecsolidaire.net/nouvelle/projet-de-loi-sur-labolition-des-elections-scolaires-moins-de-democratie-dans-les-instances-de-decisions-proches-de-la-population>

Sécurité économique et rétention des jeunes

Le Québec a subi une perte nette de 37 000 personnes entre 2010 et 2015. Parmi les 92 000 personnes qui ont quitté la province pendant cette période, 56 % d'entre elles étaient âgés entre 20 et 44 ans, et 38,6 pour cent étaient des Québécoises et des Québécois d'expression anglaise. Près de 70 % des personnes qui ont quitté la province étaient des travailleuses et des travailleurs compétents, possédant une formation spécialisée et des diplômes universitaires.

Est-ce que vous promettez d'aborder les problèmes d'employabilité auxquels font face les Québécoises et les Québécois d'expression anglaise et ainsi stimuler le leadership économique au sein des communautés d'expression anglaise par le biais de mesures, telles que des programmes d'employabilité?

La majorité des jeunes d'expression anglaise du Québec devraient être en mesure de tabler sur leur bonne connaissance du français et de l'anglais, ce qui constitue un atout dans beaucoup d'emplois. À cet effet, Québec solidaire s'engage à :

- faire de l'école un lieu privilégié d'apprentissage du français tout en assurant une bonne connaissance de l'anglais (cet énoncé rédigé en fonction de la majorité francophone peut être interprété ici comme «faire de l'école anglaise un lieu privilégié d'apprentissage de l'anglais tout en assurant une bonne connaissance du français») ;
- s'assurer de la maîtrise du français et d'une bonne connaissance de la culture francophone québécoise par tous les élèves inscrits dans les cégeps, que ceux-ci soient francophones ou anglophones;
- ajouter au chapitre des droits linguistiques de la *Charte de la langue française* le droit, pour quiconque réside au Québec, de recevoir le soutien des pouvoirs publics pour acquérir du français (langue nationale et officielle) une connaissance (orale et écrite) appropriée à l'exercice de ses devoirs civiques et de ses obligations professionnelles.

En ce qui concerne la préparation à l'emploi, un gouvernement solidaire s'assurera que les programmes de formation professionnelle et technique sont en lien direct avec les pratiques sur le terrain, tout en conservant une part importante de formation générale.

De plus, sa politique de plein emploi inclut des programmes accessibles de requalification et de formation continue, volontaires, gratuits et financés par les entreprises et le gouvernement, avec soutien financier aux personnes inscrites, incluant des allocations de déménagement pour les travailleuses et les travailleurs qui se voient obligés d'occuper un emploi dans une autre région du Québec.

Et finalement, comment prévoyez-vous, de concert avec votre caucus, aborder la question de pauvreté chez les Québécoises et les Québécois d'expression anglaise et les aider –surtout les jeunes diplômés et les chercheuses et chercheurs d'emploi– à trouver un travail satisfaisant qui leur permette de rester au Québec?

Québec solidaire entend lutter contre la pauvreté dans toute la population québécoise par :

- de meilleures conditions de travail et de soutien au revenu,
- des services à la petite enfance universels, gratuits et accessibles,
- l'éducation gratuite de la maternelle à l'université,
- l'accès à des services publics de qualité, notamment en matière de santé et de services sociaux, de justice, de transports collectifs,
- une politique de logement basée sur le droit au logement.

Notre campagne électorale est axée sur deux enjeux fondamentaux : les inégalités sociales et les changements climatiques. Nous espérons que les membres de Quebec Community Groups Network seront sensibles à ce projet.

Veillez agréer mes salutations les plus solidaires,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Benoît Renaud', written in a cursive style.

Benoît Renaud
Responsable aux orientations

P.-S. Vous pouvez consulter aux adresses suivantes :

- la plateforme électorale : cdn.quebecsolidaire.net/QS-Plateforme-E%CC%81lectorale.pdf
- le cadre financier : api-wp.quebecsolidaire.net/wp-content/uploads/2018/09/qs_financements10.pdf
- le plan de transition : v.fastcdn.co/u/7dad2151/35320576-0-maintenant-ou-jamais.pdf